



Luxembourg, le 6 avril 2020

Aux administrations communales
du Grand-Duché de Luxembourg
Mesdames et Messieurs les Bourgmestres

Aux syndicats de communes
du Grand-Duché de Luxembourg
Mesdames et Messieurs les Présidents

Objet : COVID-19 – Suspension de certains délais en matière d'environnement

Madame la Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre,
Madame la Présidente, Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que par voie du règlement grand-ducal du 1^{er} avril 2020 portant suspension de certains délais et de certaines obligations en matière d'environnement, de nouvelles mesures d'urgence concernant également les communes ont été prises par le Gouvernement.

Alors que l'épidémie du COVID-19 a également des conséquences sur les procédures en matière de l'environnement, il est indispensable de prendre des mesures dans le but de sauvegarder les intérêts et les droits non seulement des requérants, mais de tous les citoyens dans les procédures d'autorisations et d'évaluation des incidences. A l'image du règlement grand-ducal du 25 mars 2020 portant introduction de mesures relatives à la validité des cartes d'identité et aux délais en matière d'aménagement communal et de développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, il fut décidé de suspendre les délais dans le cadre des procédures d'enquête publique.

S'y ajoutent également des dispositions concernant certains délais relatifs à la mise en œuvre de projets dans le domaine de la gestion de l'eau bénéficiant d'un cofinancement du Fonds pour la gestion de l'eau.

Cette suspension du délai en arrête temporairement le cours sans effacer le délai déjà couru.

Les communes sont particulièrement concernées par les suspensions suivantes :

- Les délais d'affichage et de clôture d'enquête publique visés aux articles 10 et 12 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés sont suspendus jusqu'à la fin de la durée de l'état de crise afin de ne pénaliser aucun administré dans son droit de présenter des objections et observations à l'encontre d'une autorisation.

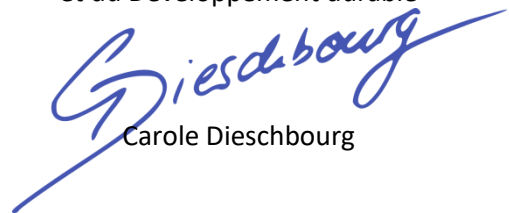


- Les délais d'affichages visés à l'article 24, paragraphes 1er et 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau sont également suspendus.
- Le délai de deux ans pour la réalisation des travaux ou études financés par le fonds pour la gestion de l'eau est suspendu pendant toute la durée de l'état de crise.

Le règlement du 1er avril 2020 précité déroge également à l'obligation d'autorisation préalable pour les travaux d'infrastructures critiques ou des activités de dépannage, de réparation, de dépollution et d'entretien nécessaires pour des raisons de sécurité.

Je vous prie d'agréer, Madame la Bourgmestre, Monsieur le Bourgmestre, Madame la Présidente, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

La Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable



Carole Dieschbourg

